TOUT
LE
MONDE
PEUT
SE
PASSER

DE LA
POLICE
Par Maya Dukmasova
Traduit par Émilien Bernard

Organisations communautaires pour abolir la police à Chicago.

Scandale après scandale, meurtre après meurtre, la police états-unienne s'est taillée une solide réputation de brutalité, notamment auprès des populations noires. Dans le South Side de Chicago, des militant.e.s de terrain s'organisent pour dépasser la simple critique de l'institution policière, et mettre en place des contre-institutions rendant inutile l'intervention de la police. Inspiré.e.s par le concept d'abolition de la prison porté par Angela Davis, ou par la notion de « justice réparatrice » héritée des traditions indiennes, le but est de montrer que la fonction de la police tient plus dans la répression que dans la protection. Cercles de parole, repas de quartier servant de défense collective, ou bien encore résolution des délits à l'intérieur des communautés et des quartiers, les idées pour abolir la police ne

manquent pas.

Jusqu'à cette émission sur Fox News, Jessica Disu ne s'était jamais considérée comme partisane de l'abolition de la police. Le 11 juillet, pourtant, quelque chose a basculé alors qu'elle passait sur cette chaîne nationale, entourée de 29 autres personnes. Toutes avaient été réunis par Megyn Kelly pour discuter des récents meurtres d'Alton Sterling, de Philando Castile et de plusieurs policiers de Dallas(1).

« Je pensais que cela allait être une discussion musclée et productive, même si elle était diffusée sur Fox News », explique Disu, 27 ans, qui se définit comme « rappeuse humanitaire et activiste pacifiste ». Elle est impliquée dans diverses organisations travaillant avec les jeunes du South Side de Chicago. Avant de se rendre à l'émission, elle avait préparé le message qu'elle souhaitait mettre en avant : « La loi doit interdire à tout policier de tirer sur un citoyen. Voilà ce que je voulais proclamer. »

Disu était assise au premier rang. Elle portait une robe verte, un blazer noir, des boucles d'oreilles créoles et ses tresses étaient rassemblées en chignon. À ses côtés se trouvait Ron Hosko, ancien sous-directeur du FBI. Étaient également présents plusieurs agents du NYPD à la retraite, un « électeur conservateur », un pasteur noir de Baltimore engagé dans Black Lives Matter, un pasteur noir de Los Angeles estimant que Black Lives Matter est « pire que le KKK », un avocat spécialisé dans les droits civiques, un leader du mouvement des droits civiques, une femme blanche enthousiasmée par les commentaires « magnifiques » de Newt Gingrich au sujet des relations entre les races, un militant pro-Trump noir, un défenseur du Second Amendement(2) ainsi qu'une poignée de personnes non identifiées.

La discussion ne tarda pas à tourner au chaos, les invités s'invectivant les uns les autres tandis que Kelly leur demandait de répondre à des questions polémiques en rafale. Disu restait tranquillement assise, roulant des yeux à l'occasion, affichant parfois un air sarcastique, riant, ou bien hochant la tête pour approuver. « Ils abordaient et bousculaient nombre de questions sensibles à mes yeux », se souvient-elle. « Cela me semblait tellement absurde que j'avais l'impression de participer à un minstrel show(3). »

Mais ensuite, des invités commencèrent à accuser Black Lives Matter d'appeler à assassi-

ner des flics, et Disu ne put tenir sa langue. « Voilà la raison pour laquelle tant de jeunes Américains n'ont plus d'espoir », lança-t-elle, tandis que d'autres invités s'offusquaient de ses propos. Elle expliqua que son activisme à Chicago se focalisait sur la violence intracommunautaire. « Il y a une solution », expliqua-t-elle avec fermeté : « Nous devons abolir la police ».

- « Abolir la police ? », répéta Kelly, incrédule, accompagnée d'une série de huées et de protestations.
- « Démilitariser la police, la désarmer », insista Disu, absolument pas désarçonnée par les clameurs. « Nous devons encourager des solutions communautaires pour une justice transformatrice. »
- (...) « Qui va protéger la communauté si on abolit la police ? », réagit Kelly, en arborant un sourire à la tu-n'es-pas-sérieuse-quand-même ?.
- « Dans ce pays, la police a d'abord été constituée de patrouilles esclavagistes », parvint encore à expliquer Disu, avant que sa voix ne soit noyée dans le brouhaha.
- (...) Involontairement passée au rang de porte-parole d'une idée tout récemment embrassée, Disu explique que l'abolition est devenue la seule solution qui fasse sens à ses yeux. « Je suis sûre que la première fois que quelqu'un à crié "Nous devons abolir l'esclavage !", tout le monde a réagi de la même manière, genre : "Quelle idée stupide ! On se fait plein d'argent grâce à ce travail gratuit et vous voulez l'abolir ? C'est ridicule !" »

Disu n'est pas la seule à adopter une telle position. Même si *Black Lives Matter* et d'autres organisations ont depuis 2014 fait campagne pour une réforme de la police, la tonalité des manifestations qui ont eu lieu à Chicago cet été est devenue explicitement abolitionniste, les pancartes des manifestants en témoignant faisant foi.

Le 15 juillet, *Assata's Daughters*, un groupe féministe noir souvent décrit comme une version radicale des *Girl Scouts*, a organisé une manifestation #AbolitionChiNow dans les

rues de Bronzeville, quartier du sud de Chicago. Le 20 juillet, le collectif #LetUsBreathe, formé après la mort de Michael Brown, a lancé l'occupation d'un terrain inoccupé en face des locaux du Chicago Police Departement, à Homan Square, au nord de Lawndale. Le collectif l'a renommé « Freedom Square » et l'a présenté comme une expérience visant à « imaginer un monde sans police ». Il a également appelé la ville à utiliser les 1,4 milliards du budget de la police pour d'autres usages. Après le meurtre de Paul O'Neal, tombé sous les balles de la police le 28 juillet, des jeunes ont lancé des appels explicites à abolir la police devant le quartier général de la police de Chicago. Le 7 août, des adolescentes noires ont organisé une manifestation pour l'abolition, qui a rameuté des centaines de personnes dans le Loon(4)

Il semble que la ville soit désormais l'épicentre d'un mouvement en pleine croissance visant à imaginer un monde sans flics. Certains collectifs de base, lassés d'attendre des décisions verticales des pouvoirs officiels qu'ils contestent, ont commencé à construire la société abolitionniste dans laquelle ils souhaitent vivre.

L'idée d'abolition de la police ne peut être détachée de celle, plus partagée, de l'abolition de la prison. Les graines intellectuelles de cette dernière ont été semées par des féministes radicales dans les années 1960 et 1970, notamment par Angela Davis, membre pionnière des Black Panthers. Elle-même fut incarcérée pendant 16 mois, en attente de son procès (Davis était accusée d'avoir participé à la violente prise d'otage s'étant déroulée dans une cour de justice californienne en 1970, laquelle s'était soldée par la mort d'un juge(5)). Davis fut acquittée en 1972.

Peu à peu, un nouveau mouvement pour l'abolition de la prison a commencé à émerger, mené en grande partie par des femmes de couleur queer. En 1998, Davis inventa l'expression « complexe carcéro-industriel » – une référence au complexe militaro-industriel popularisé par le Président Dwight D. Eisenhower en 1961.

[Le maintien des détenus en prison], qui par le passé était le domaine exclusif du gouvernement, est désormais également exercé par des entreprises privées, dont les liens avec le gouvernement [...] rappellent le complexe militaro-industriel, écrit Davis dans un célèbre article publié en 1998 par le magazine Colorlines. Le système carcéro-industriel appauvrit matériellement et moralement ses habitants. Il dévore la richesse sociale qui devrait plutôt être destinée à lutter contre les problèmes concrets qui ont mené à la montée en flèche du nombre de prisonniers.

En 1997, Davis a cofondé *Critical Resistance*, une organisation qui tente de démanteler le complexe carcéro-industriel. Elle a servi de modèle pour d'autres groupes abolitionnistes, notamment *Incite!*, fondé en 2000 à Santa Cruz par des féministes radicales de couleur. Tou.te.s cherchent à attirer l'attention sur les addictions à la drogue, les maladies mentales et les autres problèmes liés à l'incarcération de masse, ceci via des conférences et une présence sur le terrain. Un travail minutieux mené sur le long terme, visant à bâtir des institutions communautaires dont la présence, espèrent-elles, rendra un jour la police inutile.

Mariame Kaba est venue à Chicago en 1995 à Chicago, pour des études de troisième cycle. Elle n'a pas tardé à rejoindre la section locale d'Incite! Élevée à New York dans les années 1980 par un père guinéen et une mère sénégalaise, Kaba a grandi dans ce qu'elle désigne comme un environnement « collectiviste » et « nationaliste noir ». À Chicago, quasiment toutes les actions menées en vue de l'abolition de la prison et de la police peuvent être reliées à Kaba. Ses étudiants et les personnes influencées par son travail sont à la tête de nombre d'organisations impliquées dans les manifestations contre la police, telles que Black Youth Project 100, Black Lives Matter Chicago et Assata's Daughters. Son souci de proclamer qu'elle n'est pas indispensable au mouvement est aussi constant que celui de ses étudiants de la citer comme inspiratrice de leurs travaux. «Quand on m'a parlé du concept d'abolition, j'ai d'abord pensé que c'était absurde, dit Page May, cofondatrice d'Assata's Daughters, qui en entendit pour la première fois parler lors d'une conférence de Kaba. Mais j'étais prête à m'impliquer dans chaque projet impulsé par Mariame. Tout le monde la connaissait et la respectait, même ceux qui n'étaient pas d'accord avec ses prises de position politiques. Et si ton travail avait quelque chose à voir avec la police ou la prison, tu la connaissais forcément.»

Kaba a résumé ses positions dans une récente interview diffusée sur le podcast AirGo : «Pour moi, l'abolition de la police recoupe deux principes. D'abord, le démantèlement complet et absolu de la prison, de la police et de la surveillance telles qu'elles existent actuellement dans notre culture. Et également la mise en place de nouvelles manières d'interagir, de développer nos relations les uns aux autres.»

Quand Kaba a déménagé à Chicago, « il n'y avait pas d'organisation abolitionniste dans la ville », dit-elle. Mais au début des années 2000, Incite! a commencé à organiser des conférences nationales mettant en contact militants de terrain et intellectuels – incluant Davis et de nombreuses autres aînées du mouvement –, dans le but de réfléchir à la mise en pratique des idées abolitionnistes. Kaba commença également à travailler avec des jeunes membres de gangs aux prises avec le système judiciaire à Rogers Park. En 2009, elle fonda Project Nia, un collectif cherchant à mettre un terme à l'emprisonnement des jeunes. « Je voulais tenter de créer une organisation explicitement abolitionniste permettant de tester cette idée dans un cadre communautaire », résume-t-elle.

Récemment revenue à New York après plus de 25 ans à Chicago, elle tient à insister sur un point : l'abolition n'est pas synonyme de destruction ou de chaos, mais est au contraire fondée sur la recherche d'alternatives.

«Tu ne peux pas te focaliser uniquement sur ce que tu ne veux pas, tu dois également te pencher sur ce que tu veux, dit-elle. Le monde dans lequel tu veux vivre n'existera que par un projet créateur de nouvelles choses.»

Pour illustrer concrètement ce que sont ces alternatives actives, il n'y a pas à aller chercher bien loin. Rendez vous par exemple au sous-sol de cette église de Rogers Park(6). Un mercredi soir, une vingtaine de personnes – jeunes, vieilles, queers, straights, noirs, blancs, latinos, asiatiques – y sont assises en cercle. Illuminations de Noël, lanternes en papier et bougies confèrent à la pièce une lumière jaune tamisée. Au centre du cercle, il y a une poignée d'« objets parlants » – un morceau de bois flotté, un poing d'Hulk en mousse verte, une fleur en papier. Chacun détient un pouvoir symbolique fort pour les personnes du groupe. Ils sont utilisés pour désigner l'orateur du moment et circulent de main en main.

Pendant près des trois heures, les personnes présentes partagent des récits de moments où elles ont été blessées et d'autres où elles ont elles-mêmes blessé des individus. Un adolescente noir maigre se souvient avoir été moqué par une voisine parce qu'il avait l'air faible ; une femme blanche âgée évoque le sentiment d'exclusion qu'elle ressent depuis que sa fille a quitté la maison ; un jeune homme blanc exprime des regrets pour s'être montré grossier envers des personnes travaillant pour des services d'assistance téléphonique ; une grande femme noire fond en larmes en racontant comment les hommes la traitent comme un objet. L'atmosphère n'est pas sans rappeler celle des thérapies de groupe, sauf qu'ici il n'y a pas d'« expert ».

C'est un cercle de paix, un type de rencontre communautaire pratiqué par les peuples indigènes tout autour du monde (et notamment par certaines tribus natives-américaines) depuis des siècles. Cette pratique renvoie à la notion abolitionniste selon laquelle les méthodes de résolution de conflit pré-modernes offrent des alternatives valables à l'omniprésence contemporaine de la police et des prisons. Les militants expliquent que nombre de

cultures ont pratiqué avec succès des méthodes non-violentes de résolution des conflits avant l'invention de la fonction policière dans les années 1800.

Ce « cercle de la paix » est héritier de réunions similaires organisées par Circles & Ciphers, un programme de Project Nia, visant à enseigner la résolution de conflit à de jeunes hommes ayant été en prison et/ou dans des gangs. Si les membres de Circles & Ciphers organisent également des cercles de la paix pour résoudre des situations violentes, telles que des bagarres ou des fusillades, seules les personnes impliquées peuvent y participer – victimes et responsables, familles et amis, ou tous ceux directement impactés par l'incident. Circles & Ciphers a été lancé en 2010, à destination d'adolescents vivant dans une maison collective gérée par l'État, à Rogers Park.

« Beaucoup disaient que ce foyer d'accueil était un fléau pour la communauté », explique Ethan Ucker, cofondateur de Circles & Ciphers. « La police était régulièrement appelée pour gérer des incidents qui se déroulaient dans la maison. Mais les voix des gamins vivant dans le foyer (dont beaucoup étaient en butte au système judiciaire) étaient totalement absentes des discussions les concernant, explique Ucker. Avec l'aide de Kaba, Ucker et son ami Emmanuel Andre lancèrent des cercles de la paix mensuels avec ces adolescents, au deuxième étage d'une boutique de Clark Street. Pour eux, c'était un endroit sûr où discuter de leurs conflits avec la communauté et entre résidents.

« Nous avons vite remarqué que cette initiative aidait les jeunes à appréhender les événements vécus et améliorait non seulement leurs relations entre eux, mais également avec l'équipe en charge du foyer », se souvient Ucker. « Cela ne veut pas dire qu'il n'y avait plus de conflits ; plutôt qu'il y avait d'autres manières de les traiter quand ils apparais-saient »

Finalement, la communauté fit pression pour fermer le foyer(7). Certains gamins atterrirent en prison. D'autres lancèrent leurs propres cercles de la paix. Aujourd'hui, il y a de nombreuses initiatives de ce type organisées dans des écoles, des églises et des centres communautaires aux environs de Rogers Park et dans toute la ville. Ucker et d'autres militants bénévoles se mettent également à la disposition des voisins et amis cherchant à résoudre des conflits sans appeler la police.

« Nous fonctionnons avec une infrastructure différente, un système neuf », dit Ucker, soulignant le contraste entre les cercles de paix et le maintien de l'ordre traditionnel. « Mais nous sommes capables de répondre tout aussi efficacement aux événements violents. » Certains désignent cette approche par l'expression « justice réparatrice », soit une justice où les désirs des victimes sont tout autant pris en compte que la responsabilité des agresseurs. Ucker illustre l'idée via une anecdote :

«Il y a eu un cambriolage dans un magasin communautaire. L'une des personnes travaillant dans ce magasin a dit : « Écoutez, je ne veux pas appeler la police. Est-ce qu'il y a quelque chose qu'on peut faire ? [...] Il a découvert qu'un jeune vendait les biens dérobés sur Facebook. Et il s'est avéré que ce jeune était scolarisé dans une école où étaient organisés des cercles, si bien que je connaissais un des professeurs et étais en mesure

Finalement, dit-il, cambrioleur et cambriolés se sont réconciliés :

Ce jeune a rendu tout ce qu'il n'avait pas vendu, puis a travaillé au magasin pour rembourser le reste. Il s'est avéré par la suite qu'il appréciait vraiment travailler dans ce lieu. Après que leur arrangement a atteint son terme, il a continué à s'y rendre bénévolement. Voilà comment une relation s'est construite.»

Arrivé à ce stade de la lecture, vous vous dites peut-être ceci : que se passe-t-il si quelqu'un force la porte de ma maison ou bien m'agresse ? Et comment les cercles de la paix pourraient-ils résoudre les problèmes endémiques de violence par balles à Chicago ? Selon Kaba, ce type de questionnement est tout à fait banal :

«Dans ce pays, quelles sont les options quand quelqu'un vous fait du mal ? Appeler la police et voir quelqu'un de l'extérieur impliqué dans le processus, ou vous débrouiller par vous-même. Ne rien faire n'est pas une bonne option pour beaucoup de gens [...]. Vous ne devriez pas avoir à choisir uniquement entre vous adresser à l'État ou ne rien faire.» Kaba et les autres abolitionnistes ne tentent pas de décourager les gens qui voudraient appeler les flics quand il y a une urgence, dit-elle. Elle demande simplement aux communautés de se réunir régulièrement pour discuter des alternatives à la police, même quand elles n'existent pas encore véritablement.

Elle et d'autres militants insistent sur le fait que l'abolition à plus grande échelle est, de fait, omniprésente – si on prend la peine de s'y rendre attentif. Kaba estime ainsi qu'à titre individuel, la plupart d'entre nous pratique régulièrement des solutions abolitionnistes : à chaque fois que nous abordons un conflit sans appeler la police. Dans de nombreux endroits, une abolition à l'échelle communautaire est également en plein développement. «Les habitants de Naperville(8) expérimentent l'abolition au moment où je vous parle, dit Kaba. Les flics ne sont pas dans leurs écoles, ni à chaque coin de rue.»

Mais tous les acteurs de l'abolition à Chicago ne se conçoivent pas comme tels.

Cest un mardi après-midi ensoleillé, et Tamar Manasseh prépare un barbecue comme elle le fait tous les jours, en face d'un magasin d'alcool situé à l'angle de la 75e et de Stewart, à Englewood. Cette intersection a été un haut-lieu de violence durant de longues années. En juillet dernier, après une nouvelle fusillade mortelle, Manasseh a décidé qu'il était temps d'agir. Depuis plus d'un an désormais, elle et un groupe de mères ont construit de toutes pièces un petit monde sans police, à l'un des coins de rue les plus violents des environs.

« Il s'agit non seulement de surveiller la police et les gens, mais également d'être vus, d'incarner une présence au sein de la communauté », explique Manasseh. Aux environs de 17 h, les hot-dogs sont prêts et les mômes rappliquent, faisant la queue avec une assiette en carton à la main. Un groupe d'hommes attend patiemment que les enfants aient été servis avant de s'approcher. Chaque jour, il y a entre 70 et 100 personnes. Manasseh a appelé son organisation Mothers Against Senseless Killings (MASK, Mères contre les meurtres dénués de sens). Et bien qu'il y ait eu systématiquement entre une et trois fusillades dans les environs chaque été depuis 2010 (selon les données collectées par DNAinfo, les résidents du quartier ont noté une amélioration palpable de la situation, spécialement quand l'« armée de mamans » est en place.

« Personne n'a envie de sortir les flingues quand il y a 50 mômes qui attendent de manger leur dîner », dit Manasseh. Son fils de 17 ans est lui aussi présent, jouant avec les enfants plus jeunes. « Les gens d'ici disent à présent : "Dans le coin, ce n'est plus comme avant"

Jermaine Kelly, 22 ans, est né et a grandi par ici. Il donne un coup de main à Manasseh pour cuisiner depuis l'année dernière. « Sa présence a changé beaucoup de choses dans le voisinage – comment nous gérons les situations, comment nous agissons les uns envers les autres », estime-t-il. « Les situations de tension sont beaucoup plus faciles à démêler. » Selon lui, même les problèmes avec les gangs se sont calmés depuis que Mannasseh est de sortie :

«Nous avons notre lot de membres de gangs par ici, mais les gangs rivaux ne passent même pas par ici quand elle est là, explique-t-il. Cela nous ramène à cette question : qu'est-il préférable, être aimé ou craint ? En ce moment, c'est l'amour qui l'emporte », se réjouit Kelly.

Manasseh consacre sa vie à ce projet depuis l'année dernière. Elle a d'ailleurs choisi de quitter son boulot d'agent immobilier. *MASK* a désormais 30 membres, ainsi que des branches à Hyde Park et Staten Island, New York. Elle ne se définit pas comme une abolitionniste de la police, mais appréhende sa démarche à l'aune de sa foi juive : « Il y a ce principe juif désigné sous le terme tikkun olam : il s'agit de réparer le monde, et tout

le monde doit faire sa part », explique-t-elle. « Voilà ma contribution. » L'an prochain, elle sera ordonnée rabbin. Comme Kaba, elle souligne l'importance des relations inter-personnelles : «Si tu construis une communauté, alors la violence s'arrête. Quand tu connais tes voisins, tu es beaucoup moins susceptible de leur tirer dessus ou de les voler.» Alors qu'un nouveau morceau démarre sur les haut-parleurs de sa voiture – et que Manasseh hurle à quelqu'un de passer à la suivante parce que ses paroles ne sont pas appropriées pour les enfants –, elle évoque un événement récent :

«On est passé tout près d'un drame quand un type a sorti un flingue il y a quelques semaines. Si on n'avait pas été présents, ça aurait pu très mal se terminer. Mais on a été capables de gérer la situation, sans appeler la police.»

(...) Selon Kelly, la présence de *MASK* dans le voisinage permet également de relâcher une partie de la pression engendrée par la police. Il raconte qu'il a souvent été contrôlé et fouillé par des agents, en particulier quand il était en compagnie d'autres hommes noirs. «Les flics demandaient s'ils avaient des flingues ou de la drogue, dit-il, jusqu'à ce qu'ils ouvrent nos sacs et voient des shorts de gym ou des ballons de basket. » En temps normal, les flics qui les croisent près de cette intersection « sautent de leur voiture et nous harcèlent. Mais quand Manasseh est là, ils se contentent de continuer leur route ». C'est à ce moment précis qu'une voiture de police passe devant nous, ses fenêtres ouvertes. Mais la policière blonde au volant ne tourne même pas la tête vers l'intersection ou reconnaît Manasseh. « On préfère garder une distance les uns envers les autres », explique-t-elle. Manasseh est ravie de voir fleurir d'autres initiatives telles que Freedom Square. Elle insiste cependant sur un point : pour que les choses changent, il faut penser sur le long terme

«Tenez la distance, c'est tout ce que j'ai à dire. La constance est la clé du changement, dit-elle. Tu dois davantage te dévouer à ton projet de changement que n'importe qui en face travaillant à garder la situation inchangée. Voilà ce que j'ai appris.»

Pendant que les appels à l'abolition de la police se sont intensifiés à Chicago, le Chicago Police Department et le Fraternal Order of Police (FOP, syndicat des policiers) sont restés silencieux sur le sujet, peu désireux, semble-t-il, d'engager cette conversation ou de justifier leur existence institutionnelle. Quand le Reader a tenté de contacter le président du FOP, Dean Angelo, pour recueillir son avis, son assistante s'est contentée de rire, déclarant : « Je doute qu'il souhaite aborder un sujet aussi stupide. » (…)

Il n'empêche : cette idée d'abolition a beau être considérée comme absurde par beaucoup, voire par la majorité des gens dans le grand public, elle gagne progressivement en influence, même dans le monde de la justice.

« Plus tu t'en rapproches, plus tu travailles dessus, et plus tu réalises que le système n'est pas viable tel qu'il fonctionne », explique l'avocat Alan Mills, directeur de l'Uptown People's Law Center, qui lance depuis des années des actions judiciaires en matière de droits civiques pour des prisonniers de l'Illinois. Mills connaît Kaba et explique que son approche a influencé jusqu'au milieu du droit : après nombre de discussions enflammées, l'abolition des prisons a été ajoutée au programme de la National Lawyers Guild l'année demière

«Certains sont effrayés par le mot « abolition »», explique Mills, mais il estime que le terme recoupe aujourd'hui beaucoup de questions sociales. Il souligne ainsi que les abolitionnistes de Chicago ont été à la pointe en matière de psychiatrie communautaire, et à l'origine de la création du Community Bond Fund, qui collecte des dons pour le paiement de cautions des gens en détention attendant leur procès à la Cook County Jail. L'initiative a été soutenue par le Chicago Appleseed Fund for Justice et de nombreux groupes de soutien institutionnels.

«Je pense qu'il faut considérer cette notion comme une stratégie et un objectif, davantage que comme quelque chose que vous pourriez mettre en place aujourd'hui, dit Mills à propos de l'abolition. Quand j'écoute les abolitionnistes, ce que j'entends, c'est qu'il est possible de construire un monde sans prisons ni forces de police.»

Selon lui, ce monde n'a rien d'une science-fiction lointaine : « L'Allemagne et la Norvège ont déjà mis en place une philosophie allant dans ce sens », estime-t-il. « Au fond, si les gens commettent des crimes, c'est parce qu'ils sont déconnectés des relations sociales. » Il cite ainsi le modèle norvégien, dans lequel « le rôle des prisons est de reconstruire ces liens ».

Mais Kaba considère que l'Amérique a besoin de plus qu'un petit ajustement. Le projet abolitionniste dans la ville et dans le pays fait appel à des transformations beaucoup plus importantes dans la manière dont nous appréhendons le crime, la punition, la propriété et nos relations inter-personnelles. « L'abolition n'implique pas de changer un seul élément, explique-t-elle, mais de tout changer. Ensemble. »

notes :

- (1) Le 7 juillet dernier, un ancien soldat a abattu cinq flics à la fin d'une manifestation dénonçant les récents meurtres d'Alton Sterling (Louisiane) et Philando Castile (Minnesota).
- (2) Cet amendement est celui a trait au droit de porter des armes.
- (3) Type de spectacle raciste créé aux États-Unis au début du XIXe siècle et mettant en scène soit des acteurs blancs maquillés en noir, soit des Noirs caricaturant leur propre culture.
- (4) L'un des 77 secteurs communautaires de Chicago, situé en bordure du Lac Michigan, et qui fait office de centre-ville, avec ses lignes de gratte-ciel.
- (5) Ainsi que de trois prisonniers présents sur les lieux.
- (6) L'église demande à ce que l'on ne cite pas son nom, parce que ces réunions sont déjà au maximum de leur capacité d'accueil (NdA).
- (7) Contacté, un porte-parole du collectif en charge du foyer a refusé de donner les raisons de sa fermeture, tout en expliquant que les plaintes contre ce type de projets sont fréquentes (NdA). (8) Riche banlieue de Chicago.

Article original: « Abolish the police? Organizers say it's less crazy than it sounds. » The Chicago Reader, 25/08/16.